

Femmes en résistance face à l'extractivisme

Sabrina Théorêt Jardon

Number 798, September–October 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/88763ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Théorêt Jardon, S. (2018). Femmes en résistance face à l'extractivisme. *Relations*, (798), 9–10.

FEMMES EN RÉSISTANCE FACE À L'EXTRACTIVISME

En avril dernier, une quarantaine de femmes venues de différentes régions du monde se sont réunies à Montréal pour créer des liens et mettre leurs luttes en commun.

Sabrina Théorêt Jardon

L'auteure est membre du Projet Accompagnement Québec-Guatemala

Le 28 avril dernier, dans la cour d'une école du quartier Saint-Henri, à Montréal, Vivianne Michel, Innue, et Shannon Chief, Anishinabe, présidaient une cérémonie de purification entourées de 37 femmes provenant de 15 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Océanie. L'une après l'autre, elles ont été purifiées par la fumée de sauge et une énergie extraordinairement puissante, sous le regard curieux de familles qui s'amusaient dans le parc voisin, ignorant probablement la raison de l'attroupe-ment. Cette cérémonie avait lieu dans le

cadre de la rencontre internationale «Femmes en résistance face à l'extractivisme» qui s'est tenue du 27 au 29 avril. Elle regroupait des défenseuses du territoire, des droits et des traditions des peuples autochtones, des droits humains, de la sécurité alimentaire, de la liberté de presse, de l'environnement, de la Terre-mère, de l'eau, de la langue, de la vie – toutes réunies sous la bannière de la lutte contre l'extractivisme. Ces femmes faisaient le point sur leurs luttes respectives contre des compagnies étrangères –notamment des minières canadiennes– qui extraient de manière intensive et destructrice les ressources naturelles de leur territoire, et cherchaient à briser leur isolement.

Cette rencontre internationale féministe fut une première au pays. Elle était le fruit d'un travail de collaboration entre une dizaine d'organismes militant pour les droits humains, dont Femmes autochtones du Québec, le Comité pour les droits humains en Amérique latine, le Projet Accompagnement Québec-Guatemala et Femmes de diverses origines. Elle s'est tenue dans la foulée des demandes formulées dans le cadre du Tribunal permanent des peuples, qui a siégé à Montréal en 2014 et portait sur les exactions commises par l'industrie minière canadienne en Amérique latine¹.

Durant ces trois jours, les femmes ont eu l'occasion de se retrouver entre elles afin de discuter ouvertement des enjeux et des conséquences de l'extractivisme sur leur vie, leur corps et leur communauté, mais aussi de prendre le temps de se soigner spirituellement. Il y a aussi eu une activité symbolique, ouverte au public, appelée «l'exercice des couvertures». Conçu par l'organisation oecuménique Kairos, cet exercice, dans lequel des couvertures symbolisent les territoires colonisés, sensibilise le public à l'expérience de dépossession vécue par les peuples autochtones du Québec et du Canada. Cette expérience a permis aux participantes et au public de réaliser qu'il y avait de grandes similitudes entre l'histoire de la colonisation et les stratégies liées à l'extractivisme à travers les pays des Amériques. Elles ont constaté que le respect des droits humains au Canada n'est pas aussi reluisant que l'image qui en est véhiculée à l'international.

Les enjeux communs soulevés lors de cette rencontre ont été nombreux : la criminalisation, la détention arbitraire, la judiciarisation, la désinformation de la part des grands médias sur les luttes contre l'extractivisme et les personnes qui s'y engagent, de même que les menaces proférées et les tentatives d'assassinat envers les militantes et les militants. On y a aussi parlé des violences sexuelles souvent perpétrées par les agents de sécurité ou par des autorités armées à proximité des mégaprojets. En 2010, par exemple, Human Rights Watch a publié un rapport sur des viols et des agressions sexuelles dont des femmes auraient été

KINDER MORGAN

Contre le rachat par le fédéral

Alors que l'opposition au projet d'élargissement du pipeline Trans Mountain de la pétrolière Kinder Morgan s'accroît, le premier ministre Justin Trudeau a décidé de racheter l'oléoduc existant en Alberta et en Colombie-Britannique pour 4,5 milliards de dollars en mai dernier. Si le projet Trans Mountain oppose frontalement les deux provinces de l'Ouest, Trudeau a décidé de peser de tout son poids pour faire en sorte qu'il aboutisse, plaçant «l'intérêt national», et ce, en totale contradiction avec les engagements pris en regard des changements climatiques et du respect des droits des Premières Nations. Dans la foulée de cette annonce, l'organisation Équiterre a lancé la pétition «Pas d'argent public pour Kinder Morgan», que l'on peut signer en allant sur le site d'Équiterre : <equiterre.org>.

Le BLÉ pousse à Québec

Les monnaies locales ont la cote depuis quelques années, particulièrement en Europe. Il s'agit la plupart du temps de monnaies complémentaires qui visent non pas à concurrencer la monnaie nationale, mais à favoriser l'économie locale. C'est dans cette perspective que le mouvement Monnaie locale complémentaire a lancé, en juin dernier, le BLÉ (pour «billet local d'échange») à Québec. Le principe est simple : on achète 1 BLÉ pour 1 dollar et la monnaie est disponible en billets de 5, 10 et 20 BLÉ. Lors du lancement, six commerces acceptaient le BLÉ et des discussions sont entamées avec une dizaine d'autres pour élargir la portée de la monnaie. Voir <mlcquebec.org>.

Femmes en résistance face à l'extractivisme
 28 AVRIL 2018
 15 h 30 à 21 h 30

Panel de discussion
 Ateliers
 Soirée culturelle

Pour inscription : femmesenresistance.cidal.org

CIDA
 2151 rue Deltade
 Montréal
 (Métro Local-Centre)

victimes aux mains d'agents de sécurité privés employés par la minière canadienne Barrick Gold en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Devant les dommages psychologiques, spirituels, physiques, sociaux de même qu'environnementaux subis par les femmes et les communautés concernées, l'absence de responsabilité sociale des entreprises et la promotion d'un modèle économique dit «de développement» sont de véritables scandales. « Il n'y a pas de justice ou une possible réparation quand le dommage est irréversible. Quand il n'y a plus d'arbres, ni d'eau, ni de femmes libres, il n'y a plus de vie. Nous, peuples autochtones, nous ne voulons pas des mines. Nous ne voulons pas de cette sorte de développement », soulignait Norma Sancir, une Maya K'aqchik'el du Guatemala, rappelant que pour les peuples autochtones, le développement se rapporte à une vie sans violences. Or, on est loin du compte. D'ailleurs, un mur de la salle où s'est tenue la rencontre était recouvert d'une murale en hommage à une grande défenseuse de l'eau et de la vie, Berta Cáceres, assassinée en mars 2016 alors qu'elle

menait une campagne pacifique contre un mégaprojet de barrage hydroélectrique qui allait affecter la communauté lenca, au Honduras.

Les participantes de la rencontre ont aussi exprimé la nécessité de s'organiser et de s'allier entre elles de manière continue, d'élaborer une plateforme pour faciliter l'échange d'information et d'obtenir des appuis du secteur académique afin de documenter davantage les conséquences de l'extractivisme sur leurs territoires. En somme, de s'organiser de manière transversale pour répondre aux compagnies extractives qui privent les populations autochtones de leurs droits les plus fondamentaux. Comme le dit la murale qui lui rend hommage, «Berta n'est pas décédée, elle s'est multipliée !»

La déclaration finale de la rencontre, dans laquelle les participantes ont énuméré les 13 principes de vie qui les guident, peut être consultée sur le site de la Fédération des femmes du Québec (<ffq.qc.ca>).

1. Voir B. Hudon, «Un tribunal contre les minières», *Relations*, n° 774, octobre 2014.

Québec meilleure mine souffle ses 10 bougies

La coalition Pour que le Québec ait meilleure mine tenait en juin dernier un forum à Rouyn-Noranda pour souligner ses dix ans d'existence et de résistances. L'objectif était de mesurer le chemin parcouru depuis 2008 : gains obtenus, luttes en cours et actions à mener dans les prochaines années. Durant les deux jours du forum, on a notamment mis en cause les limites réglementaires adoptées en 2013 par le gouvernement du Québec, qui permettent à certaines minières de se soustraire au processus d'évaluation environnementale et de consultation publique indépendante ainsi que les poursuites abusives comme celle de Canada Carbon contre Grenville-sur-la-Rouge. La minière poursuit en effet cette municipalité des Laurentides pour 96 millions de dollars parce que la nouvelle administration souhaite bloquer le projet de mine à ciel ouvert sur son territoire. Il reste donc encore beaucoup de travail à faire pour ceux et celles qui luttent pour imposer un cadre réglementaire responsable à l'exploitation minière au Québec. Pour plus d'information, voir <quebecmeilleuremine.org>.

RELATIONS

Mentions d'honneur

Quatre collaboratrices et collaborateurs de *Relations* ont obtenu en juin dernier des honneurs que nous sommes heureux de souligner. Suzanne Loiselle, collaboratrice de *Relations* et militante pour la paix à L'Entraide missionnaire, ainsi que Lorraine Guay, membre du comité de rédaction de *Relations* et organisatrice communautaire ayant été de toutes les luttes pour la justice sociale, ont été parmi les personnes et organismes décorés d'une médaille de l'Assemblée nationale pour souligner leur contribution exceptionnelle à la société québécoise. Louis Rousseau, membre du comité de rédaction de *Relations*, s'est vu attribuer le statut de professeur émérite du Département de sciences des religions de l'UQAM pour couronner une longue carrière intellectuelle. Et enfin Vivian Labrie, collaboratrice de longue date de la revue et militante pour la justice sociale, a obtenu un doctorat honorifique de l'Université Saint-Paul d'Ottawa soulignant son engagement constant dans la lutte contre la pauvreté. Félicitations !

NICARAGUA : UNE RÉVOLTE ANNONCÉE

Malgré la répression sanglante, la mobilisation populaire se renforce, isolant plus que jamais le président Ortega.

Roselyne Gagnon

L'auteure est membre du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

Álvvaro Conrado venait tout juste de célébrer ses 15 ans lorsque les forces de l'ordre lui ont tiré dessus, le 20 avril dernier, pendant qu'il apportait de l'eau aux étudiants qui s'étaient réfugiés dans la cathédrale de Managua, fuyant la répression. Alors qu'il était gravement blessé, l'hôpital public le plus près lui aurait refusé des soins médicaux, selon ses parents. Il est décédé un peu plus tard dans un hôpital privé.

Cet assassinat s'inscrit parmi plus de 300 autres commis au Nicaragua depuis le début du plus important conflit sociopolitique à survenir dans ce pays depuis la fin de la guerre civile des années 1980. Le conflit a débuté le 18 avril dernier à la suite de la promulgation unilatérale de la réforme du système de sécurité sociale par le gouvernement de Daniel Ortega et de sa femme, la vice-présidente, Rosario Murillo. Devant la violente répression menée par la police anti-émeute et par des groupes paramilitaires envers les manifestants pacifiques – et ce, en toute impunité –, les manifestations se sont vite répandues à travers le pays.

Cette crise sociale est le fruit de plus d'une décennie d'insatisfaction grandissante dans la société nicaraguayenne, marquée par la corruption, la centralisation du pouvoir dans les mains du couple présidentiel, ainsi que par des changements constitutionnels imposés, dont l'abolition du principe de non-réélection du président après un mandat. De grandes mobilisations l'ont précédée : d'abord celles pour protester contre une loi autorisant la construction d'un canal